



STRATÉGIE NATIONALE DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE





Définition et ambition de la SNTE

- » La transition écologique se définit comme l'évolution vers un nouveau modèle économique et social résilient, circulaire, inclusif, juste et durable, dont l'objectif est d'apporter des solutions globales et pérennes aux enjeux environnementaux, économiques et sociaux qui menacent notre planète et notre bien-être, grâce à la transformation de nos modes de production, de consommation et de cohabitation, en harmonie avec le contexte spatio-temporel et intergénérationnel.
- » La Tunisie s'est dotée en 2023 d'une **Stratégie Nationale de Transition Écologique (SNTE)** ambitieuse qui cherche à **réduire les menaces exacerbées sur ses ressources naturelles** (sols, eaux, forêts, littoral, ressources minières...) particulièrement rares et vulnérables aux effets des changements climatiques.
- » La SNTE s'appuie sur la **promotion du bien-être humain** par la réalisation de l'équité sociale et de la justice intra et intergénérationnelle, dans le cadre d'un développement durable, tout en associant l'ensemble des acteurs socio-économiques, publics, privés et associatifs à sa réalisation.
- » Cette stratégie vient combler les lacunes endogènes constatées en Tunisie en matière de gestion environnementale et de gouvernance des ressources naturelles. Elle tient aussi compte des menaces exogènes globales et des effets de la triple crise environnementale planétaire liée aux retombées des changements climatiques, à la perte de biodiversité et à la pollution.

VISION DE LA SNTE À L'HORIZON 2023/35/50

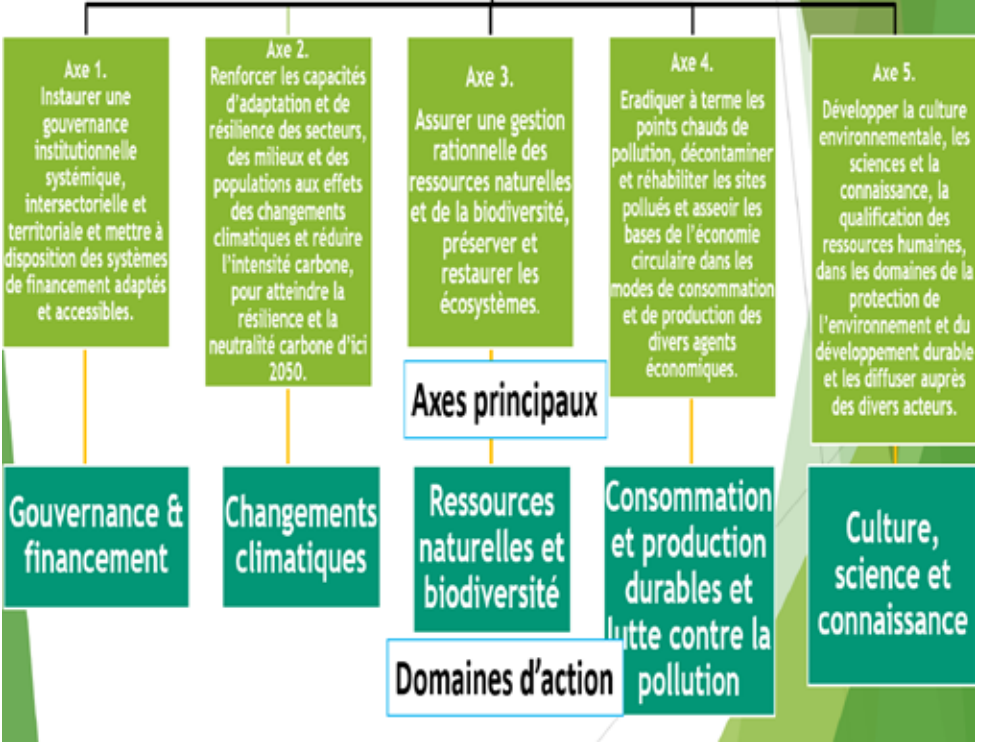
Le bien-être matériel et immatériel des générations actuelles et futures est assuré, dans le cadre d'un modèle de développement économique et social juste et inclusif, sobre en ressources naturelles et en énergie, écologiquement neutre, adapté aux changements climatiques et résilient aux crises et catastrophes.

PRINCIPES FONDATEURS

- 1. Promotion du bien-être humain dans tous ses aspects : économique, social, culturel, matériel et immatériel.**
- 2. Réalisation de l'équité sociale et de la justice intra et inter générationnelle.**
- 3. Prise en compte de toutes les composantes de l'environnement naturel et artificiel en tant que fondement de la vie et du bien-être**
- 4. Quête continue et progressive de la durabilité dans toutes ses dimensions et poursuite des objectifs de développement durable (ODD) 2030.**
- 5. Valorisation de l'ensemble du patrimoine national : naturel, culturel et civilisationnel.**
- 6. Participation de l'ensemble des acteurs socio-économiques publics et privés.**

Objectif stratégique 2035 / 2050

Assurer la pérennité du capital naturel et améliorer l'efficacité des ressources dans le cadre d'un modèle de développement économique et social résilient, circulaire, inclusif et durable



AXES DE LA SNTE



RÉSUMÉ DES 5 AXES DE LA SNTE

Axe 1: Gouvernance et financement : instaurer une gouvernance institutionnelle et territoriale et mettre à disposition des systèmes de financement

Axe 2: Changements climatiques: renforcer les capacités d'adaptation et de résilience des secteurs, des milieux et des populations

Axe 3: Gestion durable des ressources et des écosystèmes : rationaliser la gestion des ressources naturelles et des écosystèmes (terrestres et marins).

Axe 4: Production et consommation durables et lutte contre la pollution: asseoir les bases de l'économie verte, bleue et circulaire en développant des modes de consommation et de production durables et éradiquer les points chauds de pollution

Axe 5: Science, connaissance et culture au service de la transition écologique : développer la culture environnementale, les sciences, la connaissance et la qualification des ressources humaines en matière de transition écologique (protection de l'environnement, développement durable, adaptation aux changements climatiques).

Ces cinq axes se déclinent en **53 mesures**, qui concordent avec les autres stratégies et plans de développement engagés par le Gouvernement dans tous les secteurs (énergie, industrie, transports, tourisme, santé, éducation, etc.) et avec les engagements internationaux du pays en matière d'environnement, de développement durable et de lutte contre les changements climatiques.



Les 53 mesures de la SNTE ont vocation à faire l'objet de programmes d'intervention à engager immédiatement, en harmonie avec le Plan de développement 2023-2025, la Vision Tunisie 2035 et le programme des réformes structurelles engagées par le Gouvernement dans tous les secteurs.

GOUVERNANCE ET FINANCEMENT





AXE 1 ➤ GOUVERNANCE ET FINANCEMENT

- Le premier axe de la SNTE concerne la gouvernance institutionnelle et le financement de la protection de l'environnement et du développement durable, instaurés en Tunisie depuis plus de trente ans et qui ont fortement besoin d'être rénovés. Ceci implique une réforme audacieuse et une réorganisation des institutions gouvernementales en charge de l'environnement, des ressources naturelles et du développement durable. En outre, au niveau local, une gouvernance intégrée et durable des ressources naturelles fondée sur une participation responsable des usagers gagnerait à être instaurée. Enfin, une gouvernance performante doit nécessairement s'accompagner d'un modèle de financement « écologique » et d'une mobilisation conséquente des ressources financières nationales et internationales.

- Concrètement, cet axe inclut la réforme du cadre institutionnel de gouvernance, la mise en place d'unités chargées du suivi de la transition écologique dans tous les secteurs, l'harmonisation et le renforcement des systèmes d'information statistique et d'aide à la décision en matière d'environnement et de développement durable, la planification intégrée et harmonieuse de l'environnement et du territoire, le développement du cadre légal via l'adoption d'un ambitieux Code de l'environnement et d'outils de participation du public à la prise de décision en matière d'environnement, le développement de mécanismes de financement et d'instruments économiques appropriés pour accompagner la transition écologique, ainsi que l'évolution de la coopération bilatérale et multilatérale, y compris avec les pays du Sud.

- Cet axe privilégie les mécanismes suivants :
 - » Systèmes d'information et d'aide à la décision politique.
 - » Gouvernance institutionnelle : inciter les institutions à se doter d'unités de mise en œuvre de la SNTE et les doter des moyens nécessaires (humains, financiers, matériels ...).
 - » Planification intégrée de l'environnement et du territoire.
 - » Participation du public à la prise de décision.
 - » Mécanismes de financement et instruments économiques.
 - » Coopération internationale.

- Une série de 12 mesures a été identifiée pour concrétiser l'axe 1, dont 7 (n° 1, 2, 3, 4, 5, 8 et 9) ont été proposées à la réflexion collective lors des premières Assises nationales de la transition écologique (ANTE, 26 juin 2023).

12 MESURES IDENTIFIÉES

Mesure n° 1 : Assurer une analyse et un suivi réguliers des indicateurs transversaux de la SNTE.

Mesure n° 2 : Créer et installer une Haute instance de la transition écologique (HITE) présidée par le Chef de Gouvernement.

Mesure n° 3 : Adopter le Code de l'environnement et ses textes d'application.

Mesure n° 4 : Restructurer et renforcer les organismes spécialisés en matière environnementale.

Mesure n° 5 : Rattacher l'Observatoire tunisien de l'environnement et du développement durable (OTEDD) à la Présidence du Gouvernement.

Mesure n° 6 : Développer un système national de comptabilité environnementale des écosystèmes.

Mesure n° 7 : Elaborer un nouveau Schéma directeur national d'aménagement du territoire (SDATN) à l'horizon 2050.

Mesure n° 8 : Mettre en place un Conseil économique, social et environnemental (CESE).

Mesure n° 9 : Créer un Fonds commun de la transition écologique et énergétique (FOCTEE).

Mesure n° 10 : Créer une banque spécialisée dans la finance verte et un fonds souverain d'investissement vert.

Mesure n° 11 : Adopter des mesures visant à mettre la réglementation bancaire au service de la transition écologique.

Mesure n° 12 : Créer un poste de conseiller spécial auprès du Chef de l'Etat chargé de la transition écologique et du climat.





**CHANGEMENTS
CLIMATIQUES**

AXE 2 ➤ CHANGEMENTS CLIMATIQUES

- Le deuxième axe de la SNTE tient compte des risques inhérents aux changements climatiques, grâce au déploiement de la Contribution déterminée au niveau national (CDN) établie en 2015, telle qu'actualisée en 2021 jusqu'à l'horizon 2030, ainsi que de la Stratégie nationale de développement neutre en carbone et résilient aux changements climatiques (SDNC-RCC) d'ici 2050 et de la Stratégie nationale de réduction des risques de catastrophe (SNRRC 2018-2030).
- Dans le contexte de la Tunisie, les changements climatiques représentent une menace sérieuse pour toutes les activités climato-dépendantes (tourisme côtier, pêche, agriculture, infrastructures et établissements humains, littoral, ...), bien que la contribution du pays au réchauffement global soit minime (0,07% des émissions mondiales de GES).
- Dans cette optique, les politiques publiques s'orientent essentiellement vers l'adaptation et la résilience et la SNTE propose notamment la conception, l'adoption et la mise en œuvre de mesures destinées à la protection du littoral en général et des écosystèmes insulaires en particulier, incluant notamment la poursuite du Programme en 5 phases de protection du littoral tunisien (PPLT) qui a vocation à se poursuivre jusqu'en 2028.
 - » Le Ministère chargé de l'équipement, de l'habitat et de l'aménagement du territoire supervise une étude en vue de l'établissement d'un Schéma directeur de protection du littoral tunisien contre l'érosion marine.
 - » L'Agence pour la protection et l'aménagement du littoral a réalisé une évaluation des risques liés à l'élévation accélérée du niveau de la mer aux horizons 2030, 2050 et 2100 et a établi un plan d'action pour renforcer la gestion des aquifères littoraux.
- Est également envisagée la mise en place d'un système national d'alerte climatique précoce, dans le cadre de la mise en œuvre des orientations et recommandation du Cadre de Sendai inscrites dans la Stratégie et le Plan d'action national de réduction des risques de catastrophe (2015-2030).
- Le deuxième axe de la SNTE s'articule autour d'une série de 7 mesures envisagées pour sa concrétisation, dont 5 (n° 13, 15 [15-1 à 15-9], 17, 18 et 19) ont été proposées à la réflexion collective lors des premières Assises nationales de la transition écologique (ANTE, 26 juin 2023).

7 MESURES IDENTIFIÉES

Mesure n° 13 : Mettre en oeuvre les mesures inscrites dans la Contribution déterminée au niveau national (CDN – 2021-2030), la Stratégie nationale de développement neutre en carbone et résilient aux changements climatiques visant la neutralité carbone à l’horizon 2050 (SNDNC-RCC).

Mesure n° 14 : Mettre en œuvre les mesures de la Stratégie Energie 2035.

Mesure n° 15 : Mettre en œuvre les stratégies sectorielles d’adaptation et de résilience aux changements climatiques (agriculture, santé, littoral, ...) notamment la Stratégie nationale de Gestion Intégrée des Zones Côtières (GIZC) élaborée en 2020, en appui au processus de ratification du Protocole GIZC par la Tunisie.

Mesure n° 16 : Accentuer les actions de reboisement et de protection contre les incendies de forêt et s’engager dans l’initiative Green Corridor MENA en faisant de la Tunisie la plaque tournante du projet.

Mesure n° 17 : Mettre en place un système national d’alerte climatique précoce, connecté aux réseaux internationaux spécialisés en la matière.

Mesure n° 18 : Mettre en œuvre les mesures du Plan d’action national relatif au cadre de Sendai pour la réduction des risques de catastrophe (SNRRC 2015-2030).

Mesure n° 19 : Réaliser une action modèle d’adaptation et de résilience climatique : « Kerkennah modèle de transition écologique ».



**GESTION DURABLE
DES RESSOURCES
ET ECOSYSTEMES**





AXE 3 ➤ GESTION DURABLE DES RESSOURCES ET ÉCOSYSTEMES

- Le troisième axe de la SNTE concerne la gestion durable des ressources naturelles et des écosystèmes qui, dans leur diversité, constituent le capital naturel sur lequel repose le développement durable. Leur préservation au profit des générations futures, ainsi que leur restauration et régénération, doivent désormais faire partie de l'effort d'investissement de l'Etat et du secteur privé.
- Ce domaine d'intervention couvre notamment l'élaboration d'une vision pour une agriculture durable et résiliente : l'agroécologie, qui va au-delà de l'agriculture biologique et s'inspire de l'agroforesterie, afin d'assurer à la fois la sécurité alimentaire, l'inclusion sociale et la pérennité des éléments du capital naturel : sols, eaux, forêts et écosystèmes.
- Cet axe de la SNTE met également en avant la protection, la restauration et la régénération des écosystèmes (continentaux et marins) et de la biodiversité biologique contre toutes les formes de nuisances et de menaces, y compris les changements climatiques et les espèces introduites et invasives ainsi que leur valorisation, à l'image de celle du crabe bleu à Sfax et Kerkennah (Stratégie de préservation de la biodiversité post-2020 jusqu'à l'horizon 2030), ainsi que la lutte contre la désertification et la dégradation des sols (Plan d'action national de lutte contre la désertification 2018-2030).
- Il s'agit surtout de promouvoir la gestion durable des ressources naturelles et la restauration et régénération des écosystèmes.
- La mise en œuvre de cet axe inclut 10 mesures, dont 6 (n° 20, 21, 23, 24, 26, 29) ont été proposées à la réflexion collective lors des premières Assises nationales de la transition écologique (ANTE, 26 juin 2023).

10 MESURES IDENTIFIÉES

Mesure n° 20 : Lancement d'un programme d'économie d'eau et de réduction des pertes et gaspillages.

Mesure n° 21 : Valorisation des eaux usées traitées, des sources non conventionnelles et des margines.



Mesure n° 22 : Actualisation de la carte agricole en y intégrant les zones sensibles à protéger et introduire l'agroécologie et l'agroforesterie.

Mesure n° 23 : Préparation d'un plan d'action pour la réduction de l'utilisation des pesticides chimiques dans l'agriculture.

Mesure n° 24 : Mise en œuvre du plan d'action national de protection de la biodiversité 2018-2030.

Mesure n° 25 : Adoption et mise en œuvre de la Stratégie d'économie bleue.

Mesure n° 26 : Lancement d'un programme d'extension des aires marines protégées.

Mesure n° 27 : Elaboration et mise en œuvre d'un programme de réhabilitation des sols dégradés.

Mesure n° 28 : Engagement en faveur de la neutralité de la dégradation des terres.

Mesure n° 29 : Conception et mise en œuvre d'un plan d'action de développement durable des oasis traditionnelles.



**PRODUCTION
ET CONSOMMATION
DURABLES
ET LUTTE CONTRE LA
POLLUTION**



AXE 4 ➤

PRODUCTION ET CONSOMMATION DURABLES ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION

- Le quatrième axe de la SNTE se focalise sur la production et la consommation durables et la lutte contre toutes les formes de pollutions et de nuisances. Il forme le volet le plus important de la SNTE et se décline lui-même en une série de sous-stratégies, parmi lesquelles la Stratégie nationale de gestion circulaire globale et sectorielle des déchets (SNGC-GSD) à l’horizon 2023/35/50, qui inclut la Stratégie nationale de gestion intégrée et durable des déchets ménagers et assimilés (SNGID-DMA - 2020-2035).
- Il s’agit d’instaurer des modes et des pratiques de production et de consommation qui limitent la surexploitation des ressources et les impacts sur l’environnement, tout en améliorant la compétitivité économique et la qualité de vie des citoyens, ce qui suppose la promotion d’un nouveau paradigme économique fondé sur les notions d’économie verte, bleue et circulaire.

Concrètement, cet axe inclut

- » La rénovation et le renforcement des mécanismes et instruments de précaution et de prévention de la pollution, tels que proposés par le projet de code de l’environnement (évaluation environnementale stratégique- EES, étude d’impact environnemental et social - EIES, étude de résilience climatique, diagnostic environnemental obligatoire et périodique – DEOP).
- » La modernisation et le renforcement des mécanismes de surveillance des milieux et de contrôle de la pollution, l’éradication progressive des points chauds de pollution et la restauration des sites contaminés, tout en veillant à la reconversion d’anciennes filières fortement polluantes (ex : filière phosphatière vieille de plus de 50 ans, filière de la plasturgie).
- » La mise en œuvre immédiate du Plan d’action national de consommation et production durables élaboré en 2016.
- » Le développement d’un transport en commun commode, sûr et durable et d’une mobilité électrique et hybride dans le cadre de la Stratégie de mobilité douce et de transport durable à l’horizon 2035.
- » La mise en œuvre de la Stratégie industrielle verte et résiliente, visant la transformation des systèmes productifs et l’efficacité des ressources (eau, énergie et matières).
- » La mise en œuvre de la Stratégie de transition énergétique à l’horizon 2035.
- » L’implémentation de la Stratégie de tourisme durable et alternatif à l’horizon 2035.



- » Le déploiement de la Stratégie d'économie bleue (2023).
- » La mise en œuvre de la stratégie nationale de gestion intégrée et durable des déchets ménagers et assimilés, basée sur l'économie circulaire, y compris la lutte contre la pollution par les plastiques et les produits chimiques.
- » L'actualisation du Programme d'action national de santé environnementale (2011), incluant la réalisation d'enquêtes épidémiologiques et le suivi de l'état de santé des populations, notamment les plus exposées à la pollution.

Une série de 16 mesures a été identifiée pour concrétiser l'axe 4, dont 7 (n° 31, 32, 34, 39, 42, 43 et 44) ont été proposées à la réflexion collective lors des premières Assises nationales de la transition écologique (ANTE, 26 juin 2023).

16 MESURES IDENTIFIÉES

Mesure n° 30 : Mettre en œuvre la stratégie de transition énergétique à l'horizon 2035 : efficacité énergétique et énergies renouvelables.

Mesure n° 31 : Mettre en œuvre la Stratégie nationale de gestion circulaire globale et sectorielle des déchets (SNGC-GSD) basée sur l'économie circulaire et incluant la Stratégie nationale de gestion intégrée et durable des déchets ménagers et assimilés (SNGID-DMA).

Mesure n° 32 : Rétablir le système de collecte et de traitement des déchets spéciaux et remettre en service le centre de Jradou.

Mesure n° 33. Mettre en place une unité d'appui et d'accompagnement des investisseurs dans les domaines de la transition écologique.

Mesure n° 34 : Mettre en place un programme de communication et d'accompagnement des entreprises en matière d'engagement écologique et sociétal dans le cadre de l'application de la loi sur la responsabilité sociétale des entreprises (RSE, 2018).

Mesure n° 35 : Moderniser et renforcer les mécanismes et les instruments de précaution et de prévention de la pollution.

Mesure n° 36 : Généraliser le traitement tertiaire et complet des eaux usées.



Mesure n° 37 : Moderniser et renforcer les mécanismes de surveillance des milieux et de contrôle de la pollution.

Mesure n° 38 : Mettre en œuvre la stratégie industrielle 2035, incluant les mesures d'économie verte et résiliente et l'efficacité.

Mesure n° 39 : Mettre en place un programme d'accompagnement à l'intégration de la transition écologique au sein de l'entreprise.

Mesure n° 40 : Actualiser le Programme d'action national de santé environnementale.

Mesure n° 41 : Instaurer une taxe de consommation durable sur tous les supports publicitaires, avec l'obligation d'afficher dans chaque support publicitaire un message pour un geste écologique.

Mesure n° 42 : Préparer une feuille de route pour la dépollution et la reconversion de tous les points chauds de pollution.

Mesure n° 43 : Mettre en œuvre le Plan d'action national de consommation et production durables.

Mesure n° 44 : Lancer un programme national de construction écologique.

Mesure n° 45 : Développer le transport durable.



**SCIENCE, CONNAISSANCE
ET CULTURE AU SERVICE
DE LA TRANSITION
ÉCOLOGIQUE**



AXE 5 ➤

SCIENCE, CONNAISSANCE ET CULTURE AU SERVICE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE

- Le cinquième axe de la SNTE se focalise sur le développement de la culture environnementale, de la science et de la connaissance, car le facteur culturel et civilisationnel est au cœur du changement transformateur souhaité en vue d'entamer et de réussir la transition écologique du pays. Ainsi, la diffusion des valeurs environnementales (protection, prévention, gestion rationnelle, lutte contre la pollution et le gaspillage...) auprès des décideurs publics et privés, des acteurs socio-économiques et des citoyens et citoyennes de toutes les tranches d'âge, constitue un volet majeur de la SNTE.
- En tant que corollaire du développement de la culture écologique, la production de connaissances scientifiques et la gestion du savoir sont à la base de tout changement sociétal vers la durabilité. La recherche scientifique, l'enseignement et l'éducation à tous les niveaux en termes de qualification initiale et continue des ressources humaines (tout au long de la vie) doivent gagner en performance et bénéficier des moyens et de l'appui financier adéquats, aussi bien de la part du secteur public que privé. Il s'agit d'intégrer les innovations et de faciliter une meilleure maîtrise des technologies innovantes par les acteurs socio-économiques.
- Ce domaine inclut notamment la promotion d'une culture de transition écologique auprès de l'ensemble des acteurs socio-économiques, à travers la communication, l'éducation et la sensibilisation à la protection de l'environnement et au développement durable, qui font partie des priorités de l'Etat et forment le triptyque incontournable de l'accompagnement des politiques publiques environnementales, notamment en ce qui concerne la lutte contre les changements climatiques, l'atténuation de leurs effets, l'adaptation et la résilience à leurs impacts, ainsi que l'orientation vers la transition écologique.
- Les objectifs de cet axe se résument en ce qui suit :
 - » Le développement des connaissances scientifiques et techniques.
 - » La promotion de la culture environnementale.
 - » La communication, à travers l'éducation et la sensibilisation.

- La vision globale du cinquième axe de la SNTE est d’instaurer une nouvelle approche de l’éducation à l’environnement et au développement durable (EEDD), qualitative, adaptée aux évolutions socio-économiques, environnementales et culturelles grâce à la modernisation du système éducatif et pédagogique et des outils d’enseignement, ainsi qu’à la promotion et au développement des métiers verts et de l’entrepreneuriat vert via l’adoption de ces valeurs par tous les acteurs dans tous les secteurs.
- L’axe 5 se décline en 8 mesures, dont 5 (n° 46, 48, 49, 50 et 53) ont été proposées à la réflexion collective lors des premières Assises nationales de la transition écologique (ANTE, 26 juin 2023).

8 MESURES IDENTIFIÉES

Mesure n° 46 : Mettre en place un panel permanent et transdisciplinaire d’experts pour l’étude du climat, de la biodiversité et de la dégradation des terres.

Mesure n° 47 : Instaurer une taxe au profit de la recherche-développement dans les domaines de la transition écologique.

Mesure n° 48 : Lancer un programme de mise à niveau des curricula universitaires en sciences et techniques de l’environnement et en développement durable.

Mesure n° 49 : Mettre en place un programme national de formation professionnelle certifiante dans les métiers verts.

Mesure n° 50 : Rénover et moderniser l’enseignement et la pédagogie scolaires et préscolaires en matière d’environnement et d’écologie.

Mesure n° 51 : Accorder des incitations financières et fiscales à la production de contenus écologiques et aux médias spécialisés.

Mesure n° 52 : Développer et diffuser une plateforme nationale des savoir-faire et des bonnes pratiques durables.

Mesure n° 53 : Concevoir une stratégie nationale de sensibilisation, de communication et d’éducation environnementale à déployer annuellement à grande échelle.





DIGITALISATION

La SNTE est assortie de cibles quantitatives et qualitatives à atteindre à terme, dont la plupart concourent à l'atteinte des ODD à l'horizon 2030 et présupposent un progrès notable de la digitalisation, en tant que procédé transversal qui touche tous les axes de la SNTE visant notamment les objectifs suivants :

- » Améliorer les méthodes de travail.
- » Améliorer la circulation de l'information entre les services et les structures de décision.
- » Améliorer la qualité des services rendus.
- » Améliorer la gouvernance.

Ainsi, la digitalisation est nécessaire pour assurer le suivi des 53 mesures de la SNTE, comme par exemple en ce qui concerne :

- » Le renforcement de l'adaptation et de la résilience côtière aux changements climatiques, via le système d'information et d'aide à la décision « SIAD » d'adaptation du littoral aux changements climatiques (mesure n° 15.8).
- » La mise en place d'un système national d'alerte précoce dans le cadre de la mise en œuvre de la Stratégie nationale de réduction des risques de catastrophe et de son plan d'action à l'horizon 2030 (mesures n° 17 et 18) ou encore.
- » La conception et le déploiement d'une Stratégie nationale de sensibilisation, de communication et d'éducation environnementale (mesure n° 53).



ACTIONS PRIORITAIRES

- Création d'unités de mise en oeuvre et de suivi de la SNTE dans chaque ministère, si possible au plus haut niveau de décision sous la forme d'un Réseau interministériel de la transition écologique (RITE).
- Formation des acteurs publics et privés aux axes de la SNTE.
- Mobilisation des financements nécessaires au niveau national et international.
- Création de supports de diffusion pour partager le contenu de la SNTE à tous les niveaux (public, privé, associatif).
- Renforcement de la coopération bi et multilatérale et partage d'expériences réussies et de bonnes pratiques en matière de développement durable et de transition écologique.





NATIONAL ECOLOGICAL TRANSITION STRATEGY





Definition and ambition of the NETS

- » The ecological transition is defined as the shift towards a new resilient, circular, inclusive, fair, and sustainable economic and social model. It aims to provide global and lasting solutions to the environmental, economic, and social challenges threatening our planet and our well-being by transforming our modes of production, consumption, and cohabitation to align with the spatio-temporal and intergenerational context.
- » In 2023, Tunisia adopted an ambitious National Ecological Transition Strategy (NETS) which aims to reduce the heightened threats to its natural resources (soil, water, forests, coastline, mining resources, etc.) which are particularly rare and vulnerable to the impacts of climate change.
- » The NETS is based on the promotion of human well-being by achieving social equity and intra- and intergenerational justice, within the framework of sustainable development, while involving all socio-economic actors, public, private and associative to its realization.
- » This strategy addresses the endogenous gaps identified in Tunisia regarding environmental management and the governance of natural resources. Additionally, it considers global exogenous threats and the impacts of the triple planetary crisis: climate change, biodiversity loss and pollution.

VISION OF THE NETS ON THE HORIZON 2023/35/50

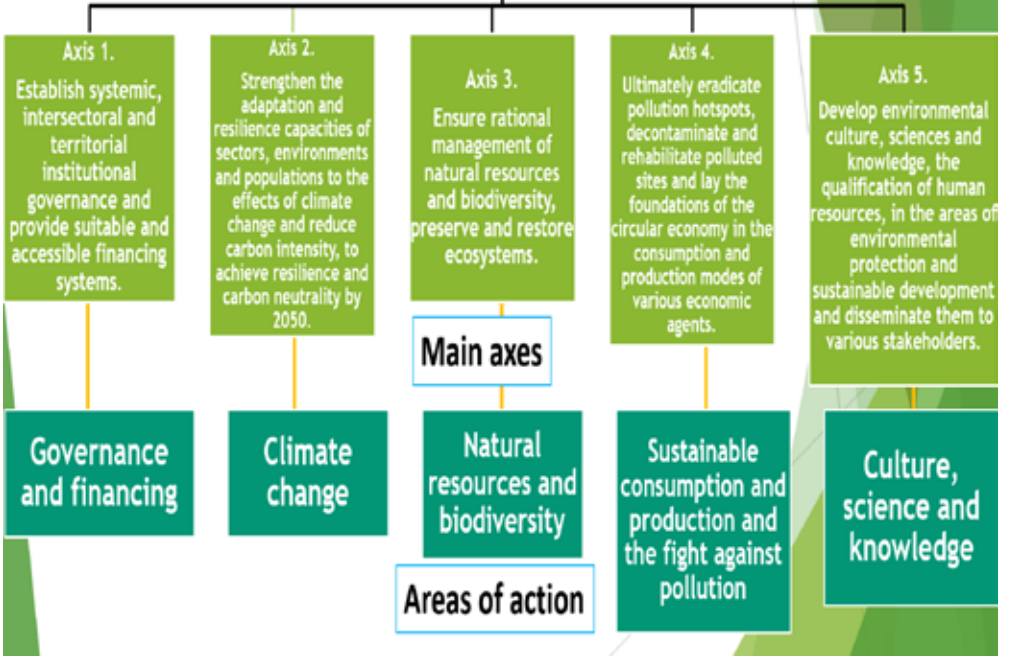
The material and immaterial well-being of current and future generations is ensured within the framework of a fair and inclusive economic and social development model, frugal in natural resources and energy, ecologically neutral, adapted to climate change and resilient to crises and disasters.

FOUNDING PRINCIPLES

- 1. The promotion of human well-being, in all its aspects, economic, social, cultural, material and immaterial.**
- 2. Achieving social equity and intra- and inter-generational justice.**
- 3. Taking into account all components of the natural and artificial environment as the basis of life and well-being**
- 4. The continuous and progressive quest for sustainability in all its dimensions and pursuit of the 2030 Sustainable Development Goals (SDGs).**
- 5. The promotion of the entire national heritage: natural, cultural and civilizational.**
- 6. The participation of all public and private socio-economic actors.**

Strategic objective 2035/2050

Ensuring the sustainability of natural capital and improving resource efficiency as part of a resilient, circular, inclusive and sustainable economic and social development model



AXIS OF THE NETS



SUMMARY OF THE 5 AXES OF THE NETS

Axis 1: Governance and financing: establish institutional and territorial governance and provide financing systems.

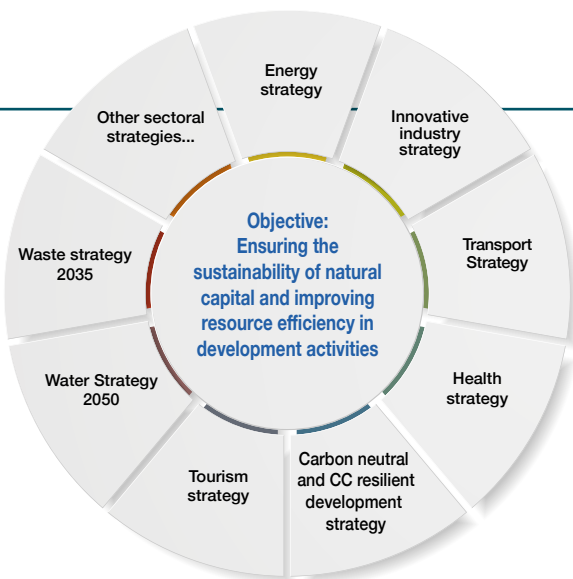
Axis 2: Climate change: strengthening the adaptation and resilience capacities of sectors, environments and populations.

Axis 3: Sustainable management of resources and ecosystems : rationalize the management of natural resources and ecosystems (terrestrial and marine).

Axis 4: Sustainable production and consumption and fight against pollution : lay the foundations of the green, blue and circular economy with sustainable consumption and production patterns and eradicate pollution hotspots.

Axis 5: Science, knowledge and culture in the service of ecological transition : develop environmental culture, science, knowledge and qualification of human resources in matters of the environment and sustainable development.

These five axes are broken down into 53 measures, which are consistent with other development strategies and plans undertaken by the Government in all sectors (energy, industry, transport, tourism, health, education, etc.) and with the country's international commitments in terms of the environment, sustainable development and the fight against climate change.



The 53 measures of the NETS are intended to be the subject of intervention programs to be initiated immediately, in harmony with the 2023-2025 Development Plan, the Tunisia Vision 2035 and the program of structural reforms initiated by the Government in all sectors.

GOVERNANCE AND FINANCING





AXIS 1 ➤ GOVERNANCE AND FINANCING

- The first axis of the NETS concerns institutional governance and financing of environmental protection and sustainable development, established in Tunisia for more than thirty years and which are in serious need of renovation. This involves bold reform and reorganization of government institutions in charge of the environment, natural resources and sustainable development. Furthermore, at the local level, it would be necessary to implement integrated and sustainable governance of natural resources based on responsible user participation would benefit from being established. Finally, effective governance must necessarily be accompanied by an “ecological” financing model and a consistent mobilization of national and international financial resources.
- Concretely, this axis includes the reform of the institutional governance framework, the establishment of units responsible for monitoring ecological transition across all sectors, the harmonization and strengthening of statistical information systems and decision-making support in the field of environmental and sustainable development, the integrated and harmonious environmental and territorial planning, the development of legal framework through the adoption of an ambitious Environmental Code and tools for public participation in environmental decision-making, the development of financing mechanisms and appropriate economic instruments to support ecological transition, as well as the evolution of bilateral and multilateral cooperation, including with Southern countries.
- This axis prioritizes the following mechanisms:
 - » Information systems and political decision support.
 - » Institutional governance: urge national institutions to set up NETS implementation units and provide them with the necessary resources (human, financial, material, etc.).
 - » Integrated environmental and territorial planning.
 - » Public participation in decision-making.
 - » Financing mechanisms and economic instruments.
 - » International cooperation.
- A series of 12 measures was identified to implement axis 1 ; 7 of which (No. 1, 2, 3, 4, 5, 8 and 9) have been submitted for collective reflection during the first National Conference on Ecological Transition (NCET, June 26, 2023).



12 MEASURES IDENTIFIED

Measure n°1 : Ensure regular analysis and monitoring of NETS cross-cutting indicators.

Measure n°2 : Create and install a High Authority for Ecological Transition (HAET) chaired by the Head of Government.

Measure n°3 : Adopt the Environmental Code and its implementing texts.

Measure n°4 : Restructure and strengthen organizations specializing in environmental matters.

Measure n°5 : Attach the Tunisian Observatory of the Environment and Sustainable Development (TOESD) to the Presidency of the Government.

Measure n°6 : Develop a national ecosystem environmental accounting system.

Measure n°7 : Develop a new National Territorial Planning Master Plan (SDATN) by 2050.

Measure n°8 : Establish an Economic, Social and Environmental Council (ESEC).

Measure n°9 : Create a Common Fund for Ecological and Energy Transition (FOCTEE).

Measure n°10 : Create a bank specializing in green finance and a sovereign green investment fund.

Measure n°11 : Adopt measures to align banking regulations with ecological transition.

Measure n°12 : Create a position of special advisor to the Head of State responsible for ecological transition and climate.



CLIMATE CHANGE



AXIS 2 ➤ CLIMATE CHANGE

- The second axis of the National Ecological Transition Strategy (NETS) takes into account the risks inherent to climate change. To this end, it recommends the deployment of the Nationally Determined Contribution (NDC) established in 2015, as updated in 2021 until 2030, as well as the the National Strategy for Carbon Neutral and Climate Resilient Development (SDNC-RCC) by 2050 and the National Disaster Risk Reduction Strategy (SNRRC 2018-2030).
- In the Tunisian context, climate change represents a serious threat to all climate-dependent activities (coastal tourism, fishing, agriculture, infrastructure and human settlements, coastline, etc.), although the country's contribution to global warming is minimal (0.07% of global GHG emissions).
- In this perspective, public policies are essentially oriented towards adaptation and resilience and the NETS namely proposes in particular the conception, adoption and implementation of measures intended to protect the coastline in general and island ecosystems in particular, including the pursuit of the 5-phase Tunisian Coastal Protection Program (PPLT) until 2028:
 - » The Ministry in charge of Equipment, Housing and Land Planning is carrying out a study with a view to establishment of a Master Plan for the protection of the Tunisian coastline against marine erosion.
 - » The Agency for the Protection and Development of the Coast carried out an assessment of the risks linked to the accelerated sea level rise by 2030, 2050 and 2100 and established an action plan to strengthen the management of coastal aquifers.
- It is also envisaged to establish a national climate early warning system, as part of the implementation of the National Strategy and Action Plan relating to the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction (2015 -2030).
- The second axis of the NETS is structured around a series of 7 measures envisaged for its realization, of which 5 measures (No. 13, 15 [15-1 to 15-9], 17, 18 and 19) were proposed for collective reflection during the first National Conference on the Ecological Transition (NCET, June 26, 2023).



7 MEASURES IDENTIFIED

Measure 13. Implement the measures recommended in the Nationally Determined Contribution (CDN - 2021-2030), the National Strategy for Carbon Neutral and Climate Resilient Development aiming for carbon neutrality by 2050 (SNDNC-RCC).

Measure 14. Implement the measures of the 2035 Energy Strategy.

Measure 15. Implement sectoral strategies for adaptation and resilience to climate change (agriculture, health, coastline, etc.) in particular the National Strategy for Integrated Coastal Zone Management (ICZM) developed in 2020, in support of the process of ratification of the ICZM Protocol by Tunisia.

Measure 16. Accentuate reforestation and protection against forest fires and engage in the Green Corridor MENA initiative by making Tunisia the hub of the project.

Measure 17. Establish a national climate early warning system, connected to international networks specialized in this area.

Measure 18. Implement the measures of the National Action Plan relating to the Sendai Framework for Disaster Risk Reduction (SNRRC 2015-2030).

Measure 19. Carry out a model action for adaptation and climate resilience: “Kerkennah model of ecological transition”.



SUSTAINABLE MANAGEMENT OF RESOURCES AND ECOSYSTEMS





AXIS 3 ➤

SUSTAINABLE MANAGEMENT OF RESOURCES AND ECOSYSTEMS

- The third axis of the NETS concerns the sustainable management of natural resources and ecosystems which, in their diversity, constitute the natural capital on which sustainable development is based. Their preservation for the benefit of future generations, as well as their restoration and regeneration, must now be part of the investment effort by the State and the private sector.
- This area of intervention covers in particular the development of a vision for sustainable and resilient agriculture : agroecology, which goes beyond organic farming and is inspired by agroforestry, in order to ensure both food security, social inclusion and the sustainability of elements of natural capital : soil, water, forests and ecosystems.
- This axis of the NETS also highlights the protection, restoration and regeneration of ecosystems (continental and marine) and biological biodiversity against all forms of nuisances and threats, including climate change and introduced and invasive species. as well as their valorization, like that of the blue crab in Sfax and Kerkennah (Strategy for preserving biodiversity post-2020 until 2030), as well as the fight against desertification and soil degradation (National action plan to combat desertification 2018-2030).
- The main goal is to promote sustainable management of natural resources as well as ecosystems restoration and regeneration.
- The implementation of this axis includes 10 measures, 6 of which (No. 20, 21, 23, 24, 26, 29) were proposed for collective reflection during the first National Conference on Ecological Transition (NCET, June 26, 2023).

10 MEASURES IDENTIFIED

Measure 20. Launch of a water saving program (loss and waste reduction).

Measure 21. Valorization of treated wastewater, unconventional sources and vegetable waters.

Measure 22. Updating the agricultural map by integrating sensitive areas to be protected and introducing agroecology and agroforestry.



Measure 23. Preparation of an action plan for reducing the use of chemical pesticides in agriculture.

Measure 24. Implementation of the national action plan for the protection of biodiversity 2018-2030.

Measure 25. Adoption and implementation of the Blue Economy Strategy.

Measure 26. Launch of a program to extend marine protected areas.

Measure 27. Development and implementation of a program to rehabilitate degraded soils.

Measure 28. Commitment to land degradation neutrality.

Measure 29. Conception and implementation of a sustainable development action plan for traditional oases.



**SUSTAINABLE
CONSUMPTION AND
PRODUCTION AND FIGHT
AGAINST POLLUTION**



AXIS 4 ➤

SUSTAINABLE CONSUMPTION AND PRODUCTION AND FIGHT AGAINST POLLUTION

- The fourth axis of the NETS focuses on sustainable production and consumption and the fight against all forms of pollution and nuisances. It forms the most important part of the NETS and is itself broken down into a series of sub-strategies, including the National Circular Global and Sectoral Waste Management Strategy (NCGS-WMS) by 2023/35/ 50, which includes the National Integrated and Sustainable Management of Household and Similar Waste Strategy (NISM-HSWS – 2020-2035).
- This involves establishing modes and practices of production and consumption that limit the overexploitation of resources and impacts on the environment, while improving economic competitiveness and the quality of life of citizens. This involves the promotion of a new economic paradigm based on the notions of green, blue and circular economies.

Concretely, this axis includes :

- » The renovation and strengthening of mechanisms and instruments for precaution and prevention of pollution, as proposed by the draft environmental code (Strategic Environmental Assessment - EES, Environmental and Social Impact Study - ESIA, Climate Resilience Study, Mandatory and Periodic Environmental Diagnosis – DEOP).
- » The modernization and strengthening of environmental monitoring and pollution control mechanisms, the progressive eradication of pollution hot spots and the restoration of contaminated sites , while ensuring the reconversion of old, highly polluting sectors (e.g.: phosphate sector more than 50-year old, plastics industry).
- » The immediate implementation of the National Action Plan for Sustainable Consumption and Production developed in 2016.
- » The development of convenient, safe and sustainable public transport and electric and hybrid mobility as part of the Soft Mobility and Sustainable Transport Strategy for 2035.
- » The implementation of the Green Industrial Strategy and resilient, aiming at the transformation of productive systems and resource efficiency (water, energy and materials).
- » The implementation of the Energy Transition Strategy for 2035.
- » The implementation of the Sustainable and Alternative Tourism Strategy by 2035.



- » The deployment of the Blue Economy Strategy (2023).
- » The implementation of the national strategy for the integrated and sustainable management of household and similar waste, based on the circular economy, including the fight against pollution by plastics and chemicals.
- » The updating the National Environmental Health Action Program (2011), including epidemiological surveys and health monitoring for populations, specially those most exposed to pollution.

A series of 16 measures was identified to achieve axis 4, of which 7 (nos. 31, 32, 34, 39, 42, 43 and 44) were proposed for collective reflection during the first National Conference on the Ecological Transition (NCET, June 26, 2023).

16 MEASURES IDENTIFIED

Measure n° 30 : Implement the energy transition strategy for 2035: energy efficiency and renewable energies.

Measure n° 31 : Implement the National National Circular Global and Sectoral Waste Management Strategy (NCGS-WMS) based on the circular economy and including the National Integrated and Sustainable Management of Household and Similar Waste Strategy (NISM-HSWS).

Measure n° 32 : Restore the special waste collection and treatment system and put the Jradou center back into service.

Measure n° 33 : Establish a system to support investors in ecological transition areas.

Measure n° 34 : Establish a communication and support program for companies in terms of ecological and societal commitment, within the framework of the Corporate Social Responsibility law (CSR, 2018).

Measure n° 35 : Modernize and strengthen pollution precaution and prevention mechanisms and instruments.

Measure n° 36 : Generalize tertiary and complete treatment of wastewater.

Measure n° 37 : Modernize and strengthen environmental monitoring and pollution control mechanisms.



Measure n° 38 : Implement the 2035 industrial strategy, including green and resilient economy measures and efficiency.

Measure n° 39 : Establish a support program for the integration of the ecological transition within companies.

Measure n° 40 : Update the National Environmental Health Action Program.

Measure n° 41 : Establish a sustainable consumption tax on all advertising media, with the obligation to display an ecological message in each advertising media.

Measure n° 42 : Prepare a roadmap for the decontamination and reconversion of all hot spots.

Measure n° 43 : Implement the National Action Plan for Sustainable Consumption and Production.

Measure n° 44 : Launch a national green building program.

Measure n° 45 : Develop sustainable transport.



**SCIENCE, KNOWLEDGE
AND CULTURE AT THE
SERVICE OF ECOLOGICAL
TRANSITION**



AXIS 5 ➤

SCIENCE, KNOWLEDGE AND CULTURE AT THE SERVICE OF ECOLOGICAL TRANSITION

- The fifth axis of the NETS focuses on the development of environmental culture, science and knowledge, because the cultural and civilizational factor is at the heart of the transformative change desired in order to initiate and succeed in the country's ecological transition. Thus, the dissemination of environmental values (protection, prevention, rational management, fight against pollution and waste, etc.) among public and private decision-makers, socio-economic actors and citizens of all age groups, constitutes a major component of the NETS.
- Together with the development of ecological culture, the production of scientific knowledge and knowledge management is the basis of any societal change towards sustainability. Scientific research, teaching and education at all levels: the initial and ongoing qualification of human resources (throughout life) must improve in performance and benefit from adequate means and financial support, both public and private. This involves integrating innovations and facilitating better mastery of innovative technologies by socioeconomic actors.
- This area includes in particular the promotion of a culture of ecological transition among all socio-economic actors, through communication, education and awareness of environmental protection and sustainable development, which are part of priorities of the State and form the essential triptych of support for public environmental policies, particularly with regard to the fight against climate change, the mitigation of their effects, adaptation and resilience to their impacts, as well as the orientation towards ecological transition.
- The overall vision of the fifth axis of the NETS is to establish a new approach to Education for the Environment and Sustainable Development (EESD), qualitative, adapted to socio-economic, environmental and cultural developments thanks to the modernization of the educational and pedagogical system and teaching tools, as well as the promotion and development of green professions and green entrepreneurship through the adoption of these values by all stakeholders in all sectors.
- The objectives of axis 5 are broken down into 8 measures, 5 of which (nos. 46, 48, 49, 50 and 53) were proposed for collective reflection during the first National Conference on the Ecological Transition (NCET, June 26, 2023).

8 MEASURES IDENTIFIED

Measure n° 46 : Establish a permanent and transdisciplinary panel of experts for the study of climate, biodiversity and land degradation.

Measure n° 47 : Establish a tax for the benefit of research and development in the areas of ecological transition.

Measure n° 48 : Launch a program to upgrade university curricula in environmental sciences and techniques and sustainable development.

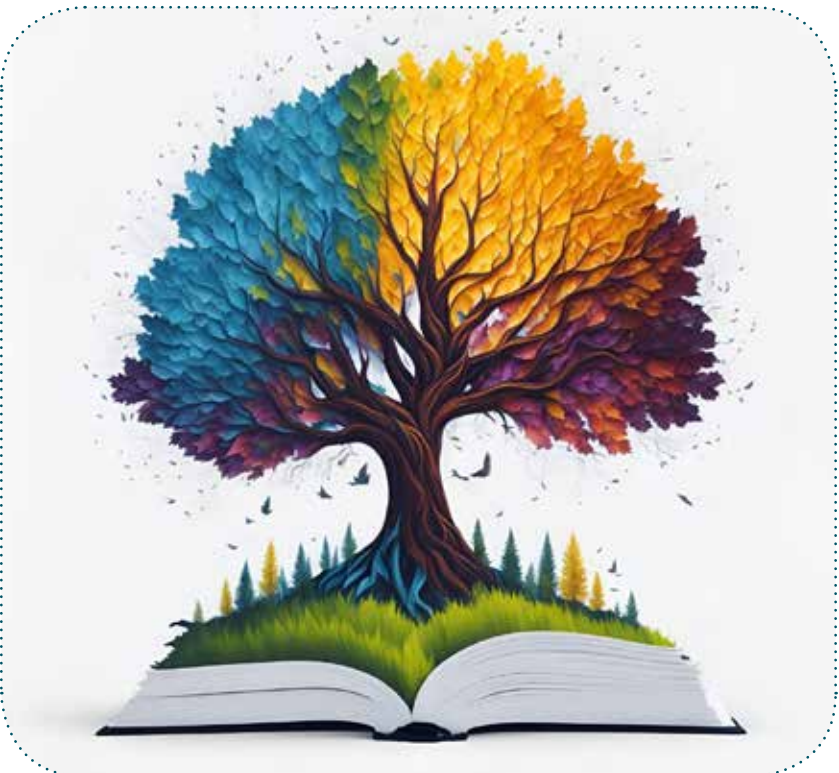
Measure n° 49 : Establish a national certified professional training program in green professions.

Measure n° 50 : Renovate and modernize school and preschool teaching and pedagogy in terms of environment and ecology.

Measure n° 51 : Grant financial and tax incentives to the production of ecological content and specialized media.

Measure n° 52 : Develop and disseminate a national platform of know-how and good sustainable practices.

Measure n° 53 : Design a national environmental awareness, communication and education strategy to be deployed annually on a large scale.



The NETS is accompanied by quantitative and qualitative targets to be achieved in the long term, most of which contribute to the achievement of the SDGs by 2030 and presuppose notable progress in digitalization, as a transversal process which affects all axes of the NETS aimed in particular at the following objectives:

- » Improve working methods.
- » Improve the flow of information between departments and decision-making structures.
- » Improve the quality of services provided.
- » Improve governance.

Thus, digitalization is necessary to ensure the monitoring of the 53 NETS measures; such as:

- » strengthening coastal adaptation and resilience to climate change, via the “SIAD” information and decision support system for coastal adaptation to climate change (measure no. 15.8).
- » Establishment of a national early warning system as part of the implementation of the National Disaster Risk Reduction Strategy and its Action plan for 2030 (measures No. 17 and 18).
- » Design and deployment of a National Environmental Awareness, Communication and Education Strategy (measure No. 53).



PRIORITY ACTIONS

- Creation of NETS implementation and monitoring units in each Ministry, whenever possible at the highest decision-making level under the form of an Interministerial Ecological Transition Network (IETN).
- Training of public and private stakeholders in all NETS axes.
- Mobilization of the necessary funding at national and international level.
- Creation of dissemination channels to share NETS content at all levels (public, private, associative).
- Strengthening bi- and multi-lateral cooperation and sharing successful experiences and good practices in sustainable development and ecological transition.





➤ STRATÉGIE NATIONALE DE TRANSITION ÉCOLOGIQUE

DÉFINITION ET AMBITION DE LA SNTE	2
» Vision de la SNTE à l'horizon 2023/35/50	2
» Principes fondateurs	2
AXES DE LA SNTE	3
RÉSUMÉ DES 5 AXES DE LA SNTE	4
AXE 1 : GOUVERNANCE ET FINANCEMENT	5
AXE 2 : CHANGEMENTS CLIMATIQUES	8
AXE 3 : GESTION DURABLE DES RESSOURCES ET DES ÉCOSYSTÈMES	11
AXE 4 : PRODUCTION ET CONSOMMATION DURABLES ET LUTTE CONTRE LA POLLUTION	14
AXE 5 : SCIENCE, CONNAISSANCE ET CULTURE AU SERVICE DE LA TRANSITION ÉCOLOGIQUE	18
DIGITALISATION	21
ACTIONS PRIORITAIRES	22

➤ NATIONAL ECOLOGICAL TRANSITION STRATEGY

DEFINITION AND AMBITION OF THE NETS	24
» Vision of the NETS on the horizon 2023/35/50	24
» Founding principles	24
AXIS OF THE NETS	25
SUMMARY OF THE 5 AXES OF THE NETS	26
AXIS 1 : GOVERNANCE AND FINANCING	27
AXIS 2 : CLIMATE CHANGE	30
AXIS 3 : SUSTAINABLE MANAGEMENT OF RESOURCES AND ECOSYSTEMS	33
AXIS 4 : SUSTAINABLE CONSUMPTION AND PRODUCTION AND FIGHT AGAINST POLLUTION	36
AXIS 5 : SCIENCE, KNOWLEDGE AND CULTURE AT THE SERVICE OF ECOLOGICAL TRANSITION	40
DIGITALIZATION	43
PRIORITY ACTIONS	44





الفهرس

الإستراتيجية الوطنية للإنتقال الإيكولوجي

2	تعريف الإستراتيجية وغايتها
2	« رؤية الإستراتيجية الوطنية للتحويل الإيكولوجي: أفق 2050/2035/2023
2	« المبادئ التأسيسية
3	معاور الإستراتيجية
4	حوصلة المعاور الخمسة للإستراتيجية
5	المحور الأول: الحوكمة والتمويل
8	المحور الثاني: التغيرات المناخية
11	المحور الثالث: الإدارة المستدامة للموارد والنظم الإيكولوجية
14	المحور الرابع: الاستهلاك والإنتاج المستدامان ومكافحة التلوث
17	المحور الخامس: العلم والمعرفة والثقافة في خدمة الإنتقال الإيكولوجي
20	الرقمنة
21	الإجراءات ذات الأولوية



الإجراءات ذات الأولوية

- ◀ تركيز وحدات تنفيذ ومتابعة للإستراتيجية في كل وزارة، وإن أمكن في أعلى مستوى لصنع القرار في شكل شبكة مشتركة بين الوزارات للتحول البيكولوجي،
- ◀ تدريب الفاعلين العموميين والخواص في مختلف مجالات الإستراتيجية،
تعبئة التمويل اللازم على المستوى الوطني والدولي،
- ◀ إعداد محامل لنشر ولتبادل محتوى الإستراتيجية على جميع المستويات (العام والخاص والجمعياتي)،
- ◀ تعزيز التعاون الثنائي والمتعدد الأطراف وتبادل الخبرات الناجحة والممارسات الجيدة في مجال التنمية المستدامة والانتقال البيكولوجي.





الرقمنة

ترافق الاستراتيجية أهداف كمية ونوعية يتعين بلوغها في نهاية المطاف، ويساهم معظمها في تحقيق أهداف التنمية المستدامة في أفق 2030 وتفترض تحقيق تقدم ملحوظ في الرقمنة، كعملية أفقية تمس كافة محاور الإستراتيجية، خصوصا من أجل تحقيق الأهداف التالية:

« تحسين أساليب العمل،

« تحسين تدفق المعلومات بين المصالح وهياكل صنع القرار،

« تحسين جودة الخدمات المقدمة،

« تحسين الحوكمة.

وهكذا، فإن الرقمنة ضرورية لضمان متابعة إجراءات الإستراتيجية الثلاثة والخمسين، من ذلك مثلا ما يتعلق بما يلي:

« تعزيز تأقلم السواحل والقدرة على الصمود أمام التغيرات المناخية، من خلال نظام المعلومات والمساعدة على القرار «SIAD» تأقلم السواحل ازاء تغير المناخ (الإجراء رقم 8.15)،

« إرساء منظومة وطنية للإنذار المبكر في إطار تنفيذ الاستراتيجية الوطنية للحد من مخاطر الكوارث وخطة عملها في أفق 2030 (الإجراء رقم 17 و18)، أو كذلك،

« صياغة ونشر الإستراتيجية الوطنية للتوعية والاتصال والتربية البيئية (الإجراء رقم 53).





تتفرع أهداف المحور الخامس إلى 8 إجراءات، 5 منها (الأرقام 46 و48 و49 و50 و53) تم اقتراحها للتفكير الجماعي خلال المؤتمر الوطني الثؤل حول الإنتقال البيئي (26 جوان 2023).

8 إجراءات محددة

الإجراء 46. تركيز فريق خبراء دائم ومتعدد التخصصات لدراسة المناخ والتنوع البيولوجي وتدهور الأراضي.

الإجراء 47. سن ضريبة لصالح البحث والتنمية في مجالات التحول البيولوجي.

الإجراء 48. إطلاق برنامج لتطوير المناهج الجامعية في علوم وتقنيات البيئة والتنمية المستدامة.

الإجراء 49. إنشاء برنامج وطني للتدريب المهني معتمد في المهن الخضراء.

الإجراء 50. تجديد وتحديث التدريس والبيداغوجيا في المدارس ومرحلة ما قبل المدرسة في مجال البيئة والإيكولوجيا.

الإجراء 51. اسناد حوافز مالية وضريبية لإنتاج المحتويات البيولوجية وللإعلام المتخصص.

الإجراء 52. تطوير ونشر منصة وطنية للخبرات والممارسات المستدامة الجيدة.

الإجراء 53. تصميم استراتيجية وطنية للتوعية والاتصال والتثقيف البيئي يتم نشرها سنوياً على نطاق واسع.



المحور الخامس ◀ العلم والمعرفة والثقافة في خدمة الانتقال الإيكولوجي

◀ يركز المحور الخامس من الإستراتيجية على تنمية الثقافة البيئية والعلوم والمعرفة، باعتبار أن العامل الثقافي والحضاري هو في قلب التحول المؤدي إلى التغيير المنشود من أجل الشروع والنجاح في الانتقال الإيكولوجي للبلاد. وبالتالي فإن نشر القيم البيئية (الحماية، الوقاية، الإدارة الرشيدة، مكافحة التلوث التبذير، إلخ) لدى صناع القرار العموميين والخواص، والفاعلين الاجتماعيين والاقتصاديين ولدى المواطنين والمواطنات من جميع الفئات العمرية، يشكل جزءاً رئيسياً من الإستراتيجية.

◀ كنتيجة طبيعية لتطور الثقافة الإيكولوجية، فإن إنتاج المعارف العلمية وإدارة المعرفة هما أساس كل تغيير مجتمعي باتجاه الاستدامة. ويشمل ذلك البحث العلمي والتدريس والتعليم على جميع المستويات: التأهيل الأولي والمستمر للموارد البشرية (طوال الحياة) يجب أن يؤدي إلى تحسين الأداء والاستفادة من الوسائل المتاحة والدعم المالي المناسب، سواء كان عمومياً أو خاصاً. ويكون ذلك عبر دمج الابتكارات وتسهيل تحكم أفضل في التقنيات المبتكرة من قبل الفاعلين الاجتماعيين والاقتصاديين.

◀ يشمل هذا المجال على وجه الخصوص تعزيز ثقافة الانتقال الإيكولوجي بين جميع الفاعلين الاجتماعيين والاقتصاديين، من خلال التواصل والتربية والتوعية بحماية البيئة والتنمية المستدامة، التي تندرج ضمن أولويات الدولة وتشكل الثلاثية التي لا مناص منها لدعم السياسات العامة في المجال البيئي، لا سيما فيما يتعلق بمكافحة تغير المناخ، والتخفيف من آثاره، والتكيف ودعم القدرة على الصمود إزاء آثاره، فضلاً عن التوجه نحو الانتقال الإيكولوجي.

وإجمالاً تتلخص أهداف هذا المحور في:

« تطوير المعرفة العلمية والتقنية،

« تعزيز الثقافة البيئية،

« التواصل من خلال التعليم والتوعية.

◀ تتمثل الرؤية الشاملة للمحور الخامس للإستراتيجية في ارساء مقاربة جديدة للتربية على البيئة والتنمية المستدامة، تكون نوعية وامتكيفة مع التطورات الاجتماعية والاقتصادية والبيئية والثقافية، بفضل تحديث المنظومة التربوية والبيداغوجية، وأدوات التدريس، فضلاً عن تعزيز وتطوير المهن الخضراء وريادة الأعمال الخضراء من خلال تبني هذه القيم من طرف جميع الفاعلين في كل القطاعات.

العلم والمعرفة والثقافة في خدمة الانتقال التكنولوجي



16 إجراء محدد

- الإجراء 30. تنفيذ استراتيجية التحول في مجال الطاقة في أفق 2035: نجاعة استخدام الطاقة والطاقات المتجددة.
- الإجراء 31. تنفيذ الاستراتيجية الوطنية لإدارة للتصرف الدائري الشامل والقطاعي للنفايات على أساس الاقتصاد الدائري، بما في ذلك الاستراتيجية الوطنية للتصرف المندمج والمستدام للنفايات المنزلية وما شابهها (SNGID-DMA).
- الإجراء 32- إعادة العمل بالمنظومة الخاصة لجمع ومعالجة النفايات الخاصة وإعادة مركز جرادو إلى الخدمة.
- الإجراء 33. تركيز وحدة دعم ومساندة للمستثمرين في مجالات الانتقال البيكولوجي.
- الإجراء 34. تركيز برنامج تواصل ودعم للشركات فيما يتعلق بالالتزام البيكولوجي والمجتمعي في إطار تطبيق قانون المسؤولية الاجتماعية للشركات (2018).
- الإجراء 35- تحديث وتعزيز آليات وأدوات الوقاية من التلوث.
- الإجراء 36. تعميم المعالجة الثلاثية والكاملة لمياه الصرف الصحي.
- الإجراء 37. تحديث وتعزيز آليات مراقبة الأوساط ومكافحة التلوث.
- الإجراء 38. تنفيذ الاستراتيجية الصناعية لعام 2020 - 2035، بما في ذلك تدابير الاقتصاد الأخضر وذو القدرة على الصمود والنجاعة.
- الإجراء 39. تركيز برنامج مساندة لدمج التحول البيكولوجي داخل المؤسسات.
- الإجراء 40. تحيين برنامج العمل الوطني للصحة البيئية.
- الإجراء 41. فرض ضريبة الاستهلاك المستدام على جميع وسائل الدعاية. مع الالتزام بعرض إشارة لبادرة ايكولوجية في كل وسيلة دعائية.
- الإجراء 42. إعداد خارطة طريق لإزالة التلوث وإعادة تأهيل جميع البؤر الساخنة.
- الإجراء 43. تنفيذ خطة العمل الوطنية للاستهلاك والإنتاج المستدامين.
- الإجراء 44. إطلاق برنامج وطني للبناء البيكولوجي.
- الإجراء 45. تطوير النقل المستدام



المحور الرابع < الاستهلاك والإنتاج المستدامين ومكافحة التلوث

يركز هذا المحور الرابع من الإستراتيجية على الإنتاج والاستهلاك المستدامين ومكافحة جميع أشكال التلوث و الإزعاج. وهي تشكل العنصر الأكثر أهمية في الإستراتيجية ويتفرع إلى مجموعة من الاستراتيجيات الفرعية، بما في ذلك الإستراتيجية الوطنية للتصرف الدائري الشامل والقطاعي للنفايات (SNGC-GSD) بحلول 2050/2035/2023، والتي تندرج ضمنها الإستراتيجية الوطنية للإدارة المتكاملة والمستدامة للنفايات المنزلية وما شابهها (SNGID-DMA - 2035-2020).

يتضمن ذلك ارساء أنماط وممارسات للإنتاج والاستهلاك تحد من الاستغلال المفرط للموارد ومن الآثار البيئية، مع تحسين القدرة التنافسية الاقتصادية وجودة حياة المواطنين وهو ما يفترض تعزيز أنموذج اقتصادي جديد يعتمد على مفاهيم الاقتصاد الأخضر والأزرق والدائري.

عملياً، يشمل هذا المحور:

« تجديد وتعزيز آليات وأدوات الحماية والوقاية من التلوث، مثلما هو مقترح في مشروع مجلة البيئة (التقييم البيئي الاستراتيجي، دراسة الأثر البيئي والاجتماعي، دراسة قدرة الصمود المناخي، التشخيص البيئي الدوري الإلزامي).

« تحديث وتعزيز آليات الرصد البيئي ومكافحة التلوث والاجتثاث التدريجي للبؤر الساخنة للتلوث بإستصلاح المواقع الملوثة، مع ضمان تكييف القطاعات القديمة شديدة التلوث (على سبيل المثال: قطاع الفوسفات منذ أكثر من 50 عامًا، صناعة البلاستيك القديمة).

« التنفيذ الفوري لخطة العمل الوطنية للاستهلاك والإنتاج المستدامين التي تم تطويرها في عام 2016.

تطوير وسائل النقل العام المريحة والتمنة والمستدامة والتنقل الكهربائي والهجين في في طار إستراتيجية التنقل الناعم والنقل المستدام لعام 2035.

« تنفيذ إستراتيجية الصناعة الخضراء والقادرة على الصمود، الهادفة إلى تحويل النظم الإنتاجية ونجاعة الموارد (المياه والطاقة والمواد)، تنفيذ إستراتيجية الإنتقال الطاقوي في أفق 2035، تنفيذ إستراتيجية السياحة المستدامة والبديلة في أفق 2035، تفعيل إستراتيجية الاقتصاد الأزرق (2023).

« تنفيذ الإستراتيجية الوطنية للإدارة المندمجة والمستدامة للنفايات المنزلية وما شابهها بالاعتماد على الاقتصاد الدائري بما في ذلك مكافحة التلوث بالمواد البلاستيكية والمواد الكيميائية.

تحديث برنامج العمل الوطني للصحة البيئية (2011)، بما في ذلك إجراء المسوحات الوبائية ومتابعة الحالة الصحية للسكان، وخاصة منهم الأكثر تعرضاً للتلوث.

كما تم تحديد سلسلة من 16 إجراء لتحقيق المحور 4، منها 7 (أرقام 31 و 32 و 34 و 39 و 42 و 43 و 44) تم اقتراحها للتفكير الجماعي خلال المؤتمر الوطني الأول حول التحول البيئي (26 جوان 2023).

الاستهلاك والإنتاج المستدامان ومكافحة التلوث





الإجراء 24. تنفيذ خطة العمل الوطنية لحماية التنوع البيولوجي
2018-2030.

الإجراء 25. اعتماد وتنفيذ استراتيجية الاقتصاد الأزرق.

الإجراء 26. إطلاق برنامج توسيع المحميات البحرية.

الإجراء 27. تطوير وتنفيذ برنامج إعادة تأهيل التربة المتدهورة.

الإجراء 28. الالتزام بتحديد تدهور الأراضي.

الإجراء 29. صياغة وتنفيذ خطة عمل للتنمية المستدامة للوحدات
التقليدية.



المحور الثالث ◀ الإدارة المستدامة للموارد والنظم الإيكولوجية

يتعلق المحور الثالث من الإستراتيجية بالإدارة المستدامة للموارد الطبيعية والنظم الإيكولوجية التي تشكل، بتنوعها، رأس المال الطبيعي الذي تقوم عليه التنمية المستدامة. ويتحتم مستقبلاً أن يكون الحفاظ عليها لصالح الأجيال القادمة، وكذلك إستعادتها وتجديدها، جزءاً من الجهد الاستثماري للدولة وللقطاع الخاص.

يشمل مجال التدخل هذا بشكل خاص تطوير رؤية للزراعة المستدامة والقابلة للصمود: الزراعة الإيكولوجية، التي تتجاوز حدود الزراعة البيولوجية وتستوحي من الزراعة الغابية، من أجل ضمان الأمن الغذائي والإدماج الاجتماعي واستخدام عناصر رأس المال الطبيعي: التربة والمياه والغابات والنظم الإيكولوجية.

يضع هذا المحور من الاستراتيجية كذلك في أولويته حماية وإستعادة وتحديد النظم الإيكولوجية (القارية والبحرية) والتنوع البيولوجي ازاء جميع أشكال الإزعاج والتهديدات، بما في ذلك تغير المناخ والأنواع الدخيلة والغازية، فضلاً عن تدميرها، على غرار السلطعون الأزرق (الكراب الأزرق uelb ebarc) بصفاقس وقرقنة (استراتيجية الحفاظ على التنوع البيولوجي ما بعد 2020 إلى أفق 2030)، إضافة إلى مكافحة التصحر وتدهور التربة (خطة العمل الوطنية لمكافحة التصحر 2018-2030).

يتعلق الأمر خاصة بتعزيز الإدارة المستدامة للموارد الطبيعية إستعادة وإعادة إحياء النظم الإيكولوجية.

يشمل تنفيذ هذا المحور 10 اجراءات، 6 منها (رقم 20، 21، 23، 24، 26، 29) تم اقتراحها للتفكير الجماعي خلال المؤتمر الوطني الأول حول الإنتقال الإيكولوجي (26 جوان 2023).

10 إجراءات محددة

- الإجراء 20. إطلاق برنامج لاقتصاد في المياه والحد من الضياع والتبذير.
- الإجراء 21. ترميم مياه الصرف الصحي المعالجة والمصادر غير التقليدية والمياه النباتية (المارجين).
- الإجراء 22. تحديث الخريطة الزراعية من خلال دمج المناطق الحساسة المراد حمايتها وإدماج الزراعة الإيكولوجية والزراعة الغابية.
- الإجراء 23. إعداد خطة عمل للحد من استخدام المبيدات الكيماوية في الزراعة.

الإدارة المستدامة للموارد والنظم البيئية



7 إجراءات محددة

الإجراء 13. تنفيذ التدابير الموصى بها في المساهمة المحددة وطنياً (2021- 2030 - CDN)، والاستراتيجية الوطنية للتنمية المحايدة للكربون ودعم قدرات الصمود إزاء التغيرات المناخية والتي تهدف إلى الحياد الكربوني بحلول عام 2050 (SNDNC-RCC).

الإجراء 14. تنفيذ إجراءات استراتيجية الطاقة 2020 - 2035.

الإجراء 15. تنفيذ الاستراتيجيات القطاعية للتكيف ودعم قدرات الصمود إزاء التغيرات المناخية (في مجالات الزراعة والصحة والسواحل ...) ولا سيما الاستراتيجية الوطنية للإدارة المتكاملة للمناطق الساحلية (GIZC) التي تم تطويرها في عام 2020، لدعم عملية التصديق على بروتوكول الإدارة المتكاملة للمناطق الساحلية من طرف البلاد التونسية.

الإجراء 16. تعزيز إجراءات إعادة التشجير والحماية من حرائق الغابات والمشاركة في مبادرة الرواق الأخضر لمنطقة الشرق الأوسط وشمال أفريقيا من خلال جعل تونس الأرضية المحورية للمشروع.

الإجراء 17. تركيز نظام وطني للإنذار المناخي المبكر مرتبط بالشبكات الدولية المتخصصة في هذا المجال.

الإجراء 18. تنفيذ تدابير خطة العمل الوطنية المتعلقة بإطار سيندائي للحد من مخاطر الكوارث (2015-2030 SNRRC).

الإجراء 19. تنفيذ عملية نموذجية للتكيف ودعم قدرات الصمود المناخي على غرار: «نموذج قرقنة للتحويل الإيكولوجي».



المحور الثاني ◀ التغييرات المناخية

◀ يأخذ المحور الثاني للاستراتيجية الوطنية للتحول البيكولوجي في الاعتبار المخاطر المنجزة عن تغير المناخ. وذلك إستنادا «المساهمة المحددة على المستوى الوطني» التي تم وضعها في سنة 2015، بصيغتها المحينة في سنة 2021 حتى عام 2030، بالإضافة إلى الاستراتيجية الوطنية للتنمية المحايدة للكربون وذات القدرة على الصمود إزاء التغييرات المناخية إلى أفق 2050 وكذلك الاستراتيجية الوطنية للحد من مخاطر الكوارث 2018 - 2030 .

◀ في سياق البلاد التونسية، فإن التغييرات المناخية تمثل تهديدا خطيرا لجميع الأنشطة ذات التبعية للمناخ (السياحة الساحلية، صيد الأسماك، الزراعة، البنية التحتية والمستوطنات البشرية، السواحل، ...)، على الرغم من أن مساهمة البلاد في ظاهرة الاحتباس الحراري ضئيلة (0.07% من مجموع الإنبعاثات العالمية لغازات الدفيئة).

◀ من هذه الواجهة تتجه السياسات العامة أساسا نحو التكيف ودعم قدرات الصمود، وتقتترح الإستراتيجية خاصة صياغة واعتماد وتنفيذ تدابير لحماية الشريط الساحلي بشكل عام والنظم البيكولوجية الجزيرية بشكل خاص ويشمل ذلك خاصة متابعة برنامج حماية السواحل التونسية على خمس مراحل المبرمجة إلى غاية 2028.

« تجري وزارة التجهيز والإسكان دراسة من أجل وضع مخطط مديري لحماية الساحل التونسي من الإنجراف البحري.

أنجزت وكالة حماية وتهيئة الشريط الساحلي تقييما للمخاطر المرتبطة بتسارع ارتفاع مستوى سطح البحر في أفق 2030 و2050 و2100 ووضعت خطة عمل لتعزيز التصرف في طبقات المياه الجوفية الساحلية.

◀ من المزمع كذلك تركيز نظام وطني للإنذار المبكر للمناخ، في إطار تنفيذ الإستراتيجية الوطنية وخطة العمل المتعلقة بإطار سيندائي (Sendai) للحد من مخاطر الكوارث (2015-2030).

◀ ويتمحور المحور الثاني للإستراتيجية حول سلسلة من 7 إجراءات متوخاة لتحقيقه، منها 5 إجراءات (رقم 13 و15 [1-15 إلى 9-15] و17 و18 و19) تم اقتراحها ضمن التفكير الجماعي خلال المؤتمر الوطني الأول حول التحول البيكولوجي (26 جوان 2023).

التغيرات المناخية



12 إجراء محدد

- الإجراء رقم 1: ضمان التحليل والمتابعة المنتظمة للمؤشرات الأفقية للإستراتيجية.
- الإجراء رقم 2: إحداث وتنصيب هيئة عليا للتحول الإيكولوجي برئاسة رئيس الحكومة.
- الإجراء رقم 3: المصادقة على مجلة البيئة ونصوصها التنفيذية.
- الإجراء رقم 4: إعادة هيكلة وتعزيز المؤسسات المتخصصة في الشؤون البيئية.
- الإجراء رقم 5: إلحاق المرصد التونسي للبيئة والتنمية المستدامة برئاسة الحكومة.
- الإجراء رقم 6: تطوير نظام وطني للمحاسبة البيئية والإيكولوجية.
- الإجراء رقم 7: وضع مخطط مديري وطني جديد للتهيئة الترابية (SDATN) لئفك عام 2050.
- الإجراء رقم 8: تركيز مجلس اقتصادي واجتماعي وبيئي (CESE).
- الإجراء رقم 9: إحداث صندوق مشترك للتحول الإيكولوجي والطاقي .
- الإجراء رقم 10: انشاء بنك متخصص في التمويل الأخضر وصندوق سيادي للاستثمار الأخضر.
- الإجراء رقم 11: اعتماد إجراءات تهدف إلى وضع التراتيب المصرفية في خدمة الإنتقال الإيكولوجي.
- الإجراء رقم 12: إحداث خطة مستشار خاص لرئيس الدولة مكلف بالإنتقال الإيكولوجي والمناخ.



المحور الأول ◀ الحوكمة والتمويل

◀ يتعلق المحور الأول من الاستراتيجية بالحوكمة المؤسسية وتمويل حماية البيئة والتنمية المستدامة، التي تم ارساؤها في تونس منذ أكثر من ثلاثين عاما والتي هي في حاجة ماسة إلى التجديد. ويفضي ذلك إلى إجراء إصلاحات جريئة وإعادة تنظيم المؤسسات الحكومية المسؤولة عن البيئة والموارد الطبيعية والتنمية المستدامة. وعلو على ذلك، يجدر إرساء حوكمة دامجة ومستدامة للموارد الطبيعية، قائمة على المشاركة المسؤولة من طرف المستخدمين على المستوى المحلي. وأخيراً، يجدر أن تكون الحوكمة الناجعة مصحوبة بالضرورة بنموذج تمويل «إيكولوجي» وبتعبئة مناسبة للموارد المالية الوطنية والدولية.

◀ من الناحية العملية، يشمل هذا المحور إصلاح الإطار المؤسسي للحوكمة وتركيز وحدات مكلفة بمتابعة الانتقال الإيكولوجي في جميع القطاعات وملاءمة وتعزيز أنظمة المعلومات الإحصائية ونظم المساعدة على اتخاذ القرارات في المسائل البيئية والتنمية المستدامة، إضافة إلى التخطيط البيئي والترابي المندمج والمتناسق، وتطوير الإطار القانوني من خلال اعتماد مجلة للبيئة طموحة وأدوات تتيح مشاركة العموم في إتخاذ القرار البيئي، وتطوير آليات التمويل والأدوات الاقتصادية المناسبة لدعم الانتقال الإيكولوجي، فضلا عن تطوير التعاون الثنائي والمتعدد الأطراف، بما في ذلك مع بلدان الجنوب.

◀ يفضل هذا المحور التليات التالية:

- « نظم المعلومات والمساعدة على إتخاذ القرار السياسي.
- « الحوكمة المؤسسية: تحفيز المؤسسات على تركيز وحدات تنفيذ الإستراتيجية وتمكينها من الموارد اللازمة (البشرية والمالية والمادية...).
- « التخطيط المندمج للبيئة والتراب.
- « مشاركة العموم في إتخاذ القرار.
- « آليات التمويل والأدوات الاقتصادية.
- « التعاون الدولي.

◀ لقد تم تحديد سلسلة من 12 اجراء لتجسيم المحور الأول، 7 منها (رقم 1 و2 و3 و4 و5 و8 و9) تم اقتراحها للتفكير الجماعي خلال المؤتمر الوطني الأول حول الانتقال الإيكولوجي (26 جوان 2023).

الحوكمة والتمويل



حوصلة المحاور الخمسة للإستراتيجية

المحور الأول: الحوكمة والتمويل: إرساء الحوكمة المؤسسية والترايبية وتوفير أنظمة التمويل.

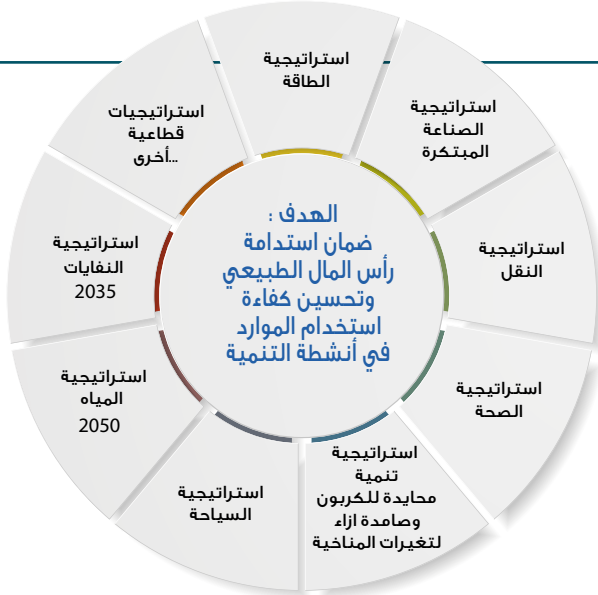
المحور 2: تغير المناخ: تعزيز قدرات القطاعات والأوساط والسكان على التكيف والصمود.

المحور الثالث: الإدارة المستدامة للموارد والنظم البيئية: ترشيد التصرف في الموارد الطبيعية والنظم البيكولوجية (البرية والبحرية).

المحور الرابع: الإنتاج والاستهلاك المستدامان ومكافحة التلوث: إرساء أسس الاقتصاد الأخضر والأزرق والدائري مع أنماط استهلاك وإنتاج مستدامة والقضاء على البؤر الساخنة للتلوث.

المحور الخامس: العلم والمعرفة والثقافة في خدمة الانتقال البيكولوجي: تنمية الثقافة البيئية والعلوم والمعرفة وتأهيل الموارد البشرية فيما يتعلق بالبيئة والتنمية المستدامة.

وتتفرع هذه المحاور الخمسة إلى 53 اجراء، تتوافق مع الاستراتيجيات والخطط التنموية الأخرى التي تنفذها الحكومة في كافة القطاعات (الطاقة، الصناعة، النقل، السياحة، الصحة، التعليم، الخ) ومع الالتزامات الدولية للبلاد فيما يتعلق بالبيئة والتنمية المستدامة ومكافحة تغير المناخ.



ومن المزمع أن تكون التدابير الـ 53 للاستراتيجية موضوع برامج تدخل سيتم الشروع فيها فوراً، انسجاماً مع مخطط التنمية 2023-2025 ورؤية تونس 2035 وبرنامج الإصلاحات الهيكلية التي أطلقتها الحكومة في جميع القطاعات.

الهدف الاستراتيجي 2050/2035

ضمان استدامة رأس المال الطبيعي وتحسين كفاءة الموارد كجزء من نموذج تنمية اقتصادية واجتماعية صامد ودائري وشامل ومستدام.



محاور الإستراتيجية



تعريف الإستراتيجية وآفاقها

يعرف الإنتقال البيكولوجي بأنه التطور نحو نموذج اقتصادي واجتماعي جديد صامد، دائري، شامل، عادل ومستدام، بهدف توفير حلول شاملة ودائمة للقضايا البيئية والاقتصادية والاجتماعية التي تهدد كوكبنا ورفاهيتنا، وذلك من خلال تحويل أنماط الإنتاج والاستهلاك والتعايش لدينا بما يتوافق مع السياق المجالي والزماني وترابط الأجيال.

وقد اعتمدت تونس خلال سنة 2023 استراتيجية وطنية طموحة للإنتقال البيكولوجي (ETNS) تسعى إلى الحد من التهديدات المتفاقمة لمواردها الطبيعية (التربة والمياه والغابات والسواحل والموارد المعدنية،...) والتي تعتبر نادرة وهشة بشكل خاص، ولا سيما إزاء تهديد الآثار الناجمة عن التغيرات المناخية.

تعتمد الإستراتيجية الوطنية للإنتقال البيكولوجي على تعزيز رفاهية الإنسان من خلال تحقيق العدالة الاجتماعية والإنصاف بين أبناء الجيل الواحد وبين الأجيال، في إطار التنمية المستدامة، مع إشراك جميع الفاعلين الاجتماعيين والاقتصاديين في المجال العام والخاص والجمعياتي من أجل تحقيقها.

تأتي هذه الاستراتيجية لسد الثغرات الداخلية التي لوحظت في تونس فيما يتعلق بالإدارة البيئية وحوكمة الموارد الطبيعية. كما تأخذ في الاعتبار التهديدات الخارجية الشاملة وتأثيرات الأزمة البيئية العالمية ذات أبعاد ثلاثة المتصلة بتداعيات التغيرات المناخية وفقدان التنوع البيولوجي والتلوث.

رؤية الإستراتيجية الوطنية للتحول البيكولوجي في أفق 2050/2035/2023

إن الرفاهية المادية واللامادية للأجيال الحالية والمستقبلية، يقع ضمانها في إطار نموذج تنمية اقتصادية واجتماعية عادلة وشاملة، متزنة الموارد الطبيعية والطاقية، محايدة بيكولوجيا ومتكيفة مع التغيرات المناخية وذات قدرة على الصمود إزاء الأزمات والكوارث.

المبادئ التأسيسية

1. تعزيز رفاهية الإنسان بكافة جوانبها الاقتصادية والاجتماعية والثقافية والمادية واللامادية.
2. تحقيق الإنصاف الاجتماعي والعدالة صلب الجيل الواحد وبين الأجيال.
3. مراعاة كافة مكونات البيئة الطبيعية والصناعية كأساس للحياة والرفاهية.
4. السعي المستمر والتدريجي لتحقيق الاستدامة بكافة أبعادها والسعي لتحقيق أهداف التنمية المستدامة 2030.
5. تثمين التراث الوطني برمته: الطبيعي والثقافي والحضاري.
6. تشريك جميع الفاعلين الاجتماعيين والاقتصاديين في القطاعين العام والخاص.



الإستراتيجية الوطنية للإنتقال الإلكتروني

